



**Appel des vacataires de Paris Musées**  
**à manifester contre le chômage et la précarité**  
**LE SAMEDI 5 DÉCEMBRE 2020**

La crise sanitaire a mis au jour la fragilité du système économique, révélant par-là ses règles insensées et néfastes, mais surtout ses conséquences sur nos vies !

Vacataires et ancien·ne·s vacataires de Paris Musées, nous avons subi de plein fouet les **effets combinés de la crise sanitaire et des réformes entreprises** depuis plusieurs années, qui cassent nos droits et nous emmènent vers toujours plus de contrôle et de flicage. Pour **contrer ces logiques qui nous isolent, la meilleure stratégie est de faire front ensemble, toutes et tous**, de nous rassembler et de nous mobiliser au niveau des musées où nous travaillons, de la Ville, et plus largement dans le cadre des mobilisations nationales.

Main d'œuvre jetable recrutée en nombre lors des expositions, nous sommes recruté·e·s pour quelques mois, parfois quelques semaines voire quelques jours, souvent à temps partiel contraint. Nous sommes la réserve - le « vivier », dit notre direction - qui masque le sous-effectif chronique des musées. Notre présence rend concrète la réorientation des services publics culturels municipaux, qui fonctionnent toujours plus nettement au profit des intérêts privés et au prix d'une dégradation accrue des conditions de travail des agents. L'Établissement a rogné sans retenue sur les plus précaires lors des deux confinements : en mars comme en novembre, **les vacataires qui avaient signé leur arrêté de vacation sans avoir pu commencer leur mission se sont retrouvés sans ressource**, alors qu'il n'y a pas de chômage partiel dans le secteur public et que Pôle Emploi indemnise toujours moins.

On pourrait dire que, lors de ce confinement, **la direction a institutionnalisé l'arbitraire** : dans certains musées, une grande partie des équipes ont été mobilisées quotidiennement, dans d'autres, personne n'a été contraint de se déplacer. Sur certains sites, aucun vacataire n'a été rappelé pendant un mois et demi, sur d'autres les directions n'ont fait appel qu'à des vacataires, pour effectuer des tâches qui ne sont pas dans leur fiche de poste. La direction n'a laissé **aucune voie de recours ou de concertation collective, divisant les collectifs de travail afin de mieux les contrôler**.

Loin d'être unique, la situation des musées recoupe une **problématique plus générale des travailleuses et des travailleurs précaires** : disséminé.e.s dans tous les lieux de travail, employé.e.s à des statuts innombrables et pour des horaires toujours variables, il nous est difficile de nous rassembler, de nous organiser et de faire bloc. Par-delà les différences de statuts et de conditions d'emploi, nous dénonçons une situation générale de précarité et de chômage de masse qui nous font la vie impossible et les fins de mois incertaines.

Le gouvernement a dû lâcher en pleine crise sur le 2ème volet de la réforme de l'assurance chômage, **il est donc temps pour nous de nous rassembler, de nous rendre visibles et de nous mobiliser pour obtenir le retrait de toute la réforme.**

Les mesures annoncées par le gouvernement pour contrer les effets délétères de cette crise ne comportent **aucune mesure sociale**. Elles ne résoudront pas, ni maintenant ni demain, les problèmes de chômage et de précarité qui, loin d'être des anomalies, font partie intégrante du capitalisme.

Ensemble, refusons la situation qui nous est faite, exigeons collectivement des mesures immédiates qui nous rendront la vie respirable ! Ce n'est pas à nous, employé-es précaires, d'endurer les coûts de cette crise que doivent porter avant tout le patronat et les collectivités. **Nous refusons d'être des variables d'ajustement !**

Les mobilisations contre les répressions ne cessent de s'amplifier : celles contre la loi de sécurité globale, massives, continueront ce samedi. **Solidaires de ces protestations contre le renforcement des dispositifs sécuritaires**, nous devons montrer par notre présence ce que le gouvernement essaie d'empêcher : les revendications des salarié.e.s qui subissent la crise de plein fouet et une situation économique insupportable !

**C'est pourquoi nous nous joindrons à la manifestation, samedi 5 décembre, à 14 heures à Mairie des Lilas**, et que nous nous associons pleinement aux revendications formulées dans l'appel, lancé à l'initiative d'AC !, de l'APEIS, de la CGT Chômeurs et Précaires et du MNCP :

**« TOUT DE SUITE :**

- **L'abrogation définitive de la réforme de l'assurance-chômage dans sa totalité,**
- **L'arrêt des contrôles et des sanctions** contre les chômeurs-euses et précaires, des moyens, notamment humains, afin que Pôle emploi puisse remplir sa mission de service public.
- **Une allocation exceptionnelle** (dite prime de Noël) d'un montant de 500 euros pour tous-tes les chômeurs-euses et les précaires.

**NOUS EXIGEONS :**

- **Un emploi correctement rémunéré, librement choisi, socialement utile.**
- Une **indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité.**
- **Une véritable politique de formation choisie** par les chômeurs-euses.
- Une véritable et nouvelle **réduction du temps de travail.**
- **L'application du droit au logement** pour toutes et tous.

**Rassemblons-nous samedi 5 décembre 2020 à 14 heures à Mairie des Lilas  
et faisons entendre nos voix !**

*La crise actuelle en quelques chiffres :*

- 9.300.000 personnes en France vivaient, début 2020, avec moins de 1063 euros par mois. D'ici à la fin décembre, ce chiffre aura augmenté, selon les prévisions, d'un million ! (Le Monde, 7/10/2020)
- En novembre 2020, on estime qu'il y a en France 300000 personnes sans domicile fixe, soit 2 fois plus qu'en 2012 (source : Fondation Abbé Pierre)
- Pendant ce temps-là, il y aurait 3 millions de logements vides ! (chiffres Insee 2017, repris par le DAL).
- Entre mars et début octobre 2020 : il y a eu 65000 ruptures de contrats et 151000 emplois intérimaires détruits. (Le Monde, 7/10/2020)
- Au deuxième trimestre 2020, 215 200 destructions nettes d'emplois : 158 200 dans le privé et 57 100 dans le public (source : Insee)
- Entre 1998 et 2018 : 93000 lits d'hôpitaux fermés en France (Canard enchaîné, 4/11/2020)
- « Jamais, en temps de paix, les économies européennes, depuis la Seconde Guerre mondiale, n'ont connu un tel effondrement. Les chiffres [du premier trimestre 2020] donnent le vertige. L'Espagne a enregistré une chute de 22 % de son [PIB](#) au cours du deuxième trimestre, la France de 19 %, l'Italie de 17 %, l'Allemagne de 11 %. Pour l'ensemble de la zone euro, la chute était déjà de 15 %. Et c'était avant la deuxième vague de l'épidémie. » (Médiapart, 14/11/2020)

**Contact : [vacatairesparis@gmail.com](mailto:vacatairesparis@gmail.com)**